Le Courrier français
30 septembre 1866

UNE QUESTION D'HONNEUR...

On oublie vite en France, et surtout on se laisse facilement donner le change.

Il est des cas où c'est un devoir strict pour tous les gens d'honneur de réagir contre cette légèreté de notre tempérament national, et d'avoir le dernier mot sur des questions qui touchent à des intérêts trop graves et trop élevés pour que, si elles ont été une fois soulevées, aucune ambiguïté puisse subsister.

Nous avons signalé l'incident soulevé par une brochure de M. de la Rochejaquelein, dans laquelle l'honorable sénateur portait une accusation formelle de vénalité contre certains journaux ou certains journalistes français qui auraient reçu de l'argent de M. de Bismark pour soutenir la politique prussienne: - à ce propos, M. Louis Jourdan, rédacteur du *Siècle*, avait cru devoir intervenir et avait traité M. de la Rochejacquelein de calomniateur; mais quelques jours après l'épithète a été retirée par le *Siècle*, et la rétractation a été formulée, non pas par M. Jourdan, mais par M. Léon Plée, qui a déclaré que l'épithète de calomniateur ne pouvait être appliquée à M. de la Rochejaquelein, vu les documents que celui-ci lui avait présentés.

L'affaire en était là vendredi.

Nous disions que si les explications données par M. Léon Plée pouvaient satisfaire M. de la Rochejaqualein, elles n'étaient pas suffisantes pour satisfaire le sentiment public, et nous mettions M. Léon Plée en demeure de s'expliquer et de dire quelle était la nature des documents qui lui avaient été montrés.

La *Gazette de France* s'est associée à notre protestation en la reproduisant.

D'autre part, *l'Opinion nationale* a publié une note portant la signature de son rédacteur en chef, M. Ad. Guéroult, et conçue en ces termes:
«Si M. de la Rochejacquelein n'est pas, comme le Siècle l'avait dit d'abord, un calomniateur, c'est qu'il a dit la vérité. Or, cette vérité, le Siècle qui la connait maintenant, et auquel des documents ont été présentés, devrait bien la publier, et ne pas laisser planer sur tous les journaux des soupçons qu'il a justement repoussés pour lui-même, et dont personne, dans la presse, ne saurait s'accommoder».

L'Avenir national a adressé à M. Léon Plée une mise en demeure analogue.

La Liberté et le *Journal des Débats* ont gardé le silence, et n'ont même pas cru devoir signaler l'incident à leurs lecteurs.

Le Siècle a répondu: *«D'une note publiée par le journal le Siècle, nos amis MM. Guéroult, rédacteur en chef de l'Opinion nationale, et Peyrat, rédacteur en chef de l'Avenir national, ont inféré que, dans notre pensée, d'autres journaux pouvaient être atteints par les imputations que nous avons, pour notre compte, énergiquement repoussées. Nous devons à la vérité de dire que telle n'a pas été, que telle n'a pu être notre pensée, et que nous repoussons de toutes nos forces toute interprétation de ce genre qui serait donnée à nos paroles». Léon Plée.*

Cette réponse a paru pleinement satisfaisante à *l'Opinion nationale*, qui a même cru devoir la compléter en disant que les documents en question étaient un article de M. Crampon, dans le journal *la Finance,* et une brochure signé Villiaumé.

L'Avenir national s'est montré de composition moins facile, et a déclaré, pour ce qui le concernait, maintenir l'épithète de calomniateur à l'adresse de M. de la Rochejacquelein jusqu'à ce que des explications plus satisfaisantes aient été fournies.

L'affaire en est restée là.

Mais on a remarqué d'autre part un article de M. Grégory Ganesco, ancien directeur politique du *Courrier du Dimanche* et de *l'Europe,* actuellement directeur littéraire du *Nain jaune*, qui, dans cette dernière feuille, a cru devoir présenter ses condoléances à M. Louis Jourdan, et expliquer comment les choses s'étaient passées.

M. Ganesco, qui parait être parfaitement au courant de tous les détails de l'affaire, dit que M. de la Rochejaquelein, a donné, sans effort, ni embarras, les explications qui lui étaient demandées, et il ajoute: *«L'incident est vidé. Seuls, les enseignements qui en résultent sont féconds, et les satisfactions qu'il procure seront durables».*

Quant à nous, l'incident ne nous paraît nullement vidé; pas plus que *l'Avenir national,* nous ne nous tenons pour satisfait des explications qui ont été données et qui nous paraissent au contraire fort ambiguës et fort équivoques, et avant d'apprécier la fécondité des enseignements qui peuvent en résulter, nous voulons d'abord que les faits soient nettement précisés.

Comme l'a dit M. Guéroult avec une netteté dont il nous paraît s'être trop facilement départi, si M. de la Rochejaquelein n'est pas un calomniateur, c'est qu'il a dit la vérité: c'est que de l'argent a été réellement donné et reçu. - Par qui?

L'Opinion nationale dit que les documents qui ont motivé la rétractation du *Siècle* sont un article de M. Crampon dans *la Finance* et une brochure de M. Villiaumé. Ce n'est pas sérieux, puisque M. de la Rochejaquelein, dans sa brochure, abritait précisément ses assertions derrière ces autorités, et que, dans tous les cas, cela prouverait tout simplement qu'il y a trois calomniateurs au lieu d'un; ce qui ne peut, pour tout juge impartial, que donner plus de force à l'accusation.

Ces accusations d'ailleurs ne sont pas isolées: depuis longtemps déjà elles pèsent sur la presse française; bien loin de se dissiper avec le temps, elles tendent à se préciser chaque jour davantage, et des explications ambiguës, telles que celles que nous venons d'analyser, ne pourraient que les corroborer.

Tandis que MM. de la Rochejaquelein, Crampon et Villiaumé accusaient certains journalistes français d'avoir reçu de l'argent pour soutenir la politique prussienne, on écrivait de Naples à l'Union, qui publiait cette correspondance dans son numéro du 12 juin dernier:

«En France, les journaux libéraux ou soi-disant tels, ont créé une Italie idéale et veulent soutenir leur paradoxe unitaire jusqu'au bout. Ici, les journaux républicains eux-mêmes se moquent de la presse franco-italienne, et surtout des lecteurs bénévoles qui croient vrai ce qui est signé de certains noms. Le Popolo d'Italia, notre Siècle à nous, écrit dans son numéro 138 de la septième année: "Cavour avait payé la presse française. Les Débats, le Siècle, l'Opinion nationale, entr'autres, recevaient une subvention fixe. L'Italie a continué à payer».

Comment se fait-il que ces allégations si précises et si graves n'aient pas été relevées?

La presse française ne peut rester sous le poids de semblables soupçons,et si quelques misérables l'ont déshonorée au point de justifier ces accusations infamantes, il faut en faire prompte et implacable justice.

Nous mettons MM. de la Rochejaquelein, Crampon et Villiaumé en demeure de préciser leurs accusations.

Et nous mettons pareillement MM. Louis Jourdan, Léon Plée, Ad. Guéroult et Grégory Ganesco en demeure de dire ce que contenaient les documents qui leur ont été communiqués.

Nous espérons que *l'Avenir national*, la *Gazette de France* et tous nos confrères s'associeront à nous pour obtenir des explications précises et catégoriques.

S'il existe vraiment des coupables, c'est un devoir pour tous de les faire connaître. Tout ménagement serait hors de saison, et il ne faut pas qu'aucune équivoque puisse subsister.

Auguste VERMOREL.
